



Le **GRETA** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 007

" Réfléchir à changer "

Juillet 2011

Mali _ Démocratie et institutions traditionnelles

Editorial

Pour des peuples qui viennent de l'obscurité de la colonisation et de féroces dictatures postcoloniales, la démocratie est simplement une merveille. Qu'elle soit totale, limitée, débridée, majoritaire ou consensuelle, peu importe. Elle est sensée remédier à toutes les tares des régimes précédents et lorsque cela n'est pas le cas, elle est supposée avoir échoué. D'où le besoin insistant de son adaptation, de son amélioration, de son meilleur enracinement. Les mêmes forces qui ont empêché ou retardé son avènement ne seraient-elles pas les mêmes forces qui l'altèrent et s'opposent

à sa plénitude? Il est important de noter qu'au rang de ces forces, il n'y a probablement pas les institutions traditionnelles ou coutumières. Elles ne se sont pas opposées à son avènement, c'est bien au contraire sur leur territoire que l'avènement a eu lieu. Etre attaché à la démocratie c'est aussi être attaché aux us et coutumes de son terroir. Et lorsque la démocratie se trompe d'adversaire, elle élargit dangereusement le rang de ses ennemis et devient chaque jour un peu plus impossible.

Massa Coulibaly

Introduction

La bonne gouvernance suppose d'une part une structuration institutionnelle adéquate et d'autre part un fonctionnement normal harmonieux des institutions étatiques du pays. Dans le système de gouvernance démocratique décentralisé, il faut que les citoyens, pour leurs besoins de biens publics, se réfèrent principalement aux institutions de la République pour que celles-ci puissent jouer pleinement leur rôle d'instrument d'application des politiques gouvernementales. Dans les jeunes démocraties africaines, le risque d'inobservation de ce préalable est réel et peut ainsi constituer un obstacle à la bonne marche de la démocratie. Le degré d'attachement des populations à leurs institutions traditionnelles étant un facteur aggravant du risque de désaffection des autorités démocratiques modernes, il est ici proposé un indice d'attachement individuel à ces institutions à l'aide des données Afrobaromètre 4 au Mali.

1. Institutions démocratiques versus institutions traditionnelles

Les enquêtes Afrobaromètre (round 4) au Mali montrent que certaines institutions traditionnelles bénéficient plus de la confiance des citoyens que les institutions dites démocratiques. En effet, les chefs coutumiers et les leaders religieux recueillent respectivement 82 et 85% de taux de confiance contre seulement 42% pour les tribunaux, 51% la police, 53% les partis au pouvoir et 56% l'Assemblée Nationale. Mieux, sept personnes sur dix voudraient que les chefs coutumiers soient membres du conseil communal et la même proportion est favorable à ce que ces chefs coutumiers soient des salariés de l'Etat.

Avant l'avènement de l'état moderne ou plus récemment de la démocratie au Mali, des institutions traditionnelles ont longtemps régi la vie des populations en exerçant, à la fois, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Ces institutions traditionnelles peuvent ainsi entrer en conflit avec les institutions démocratiques et constituer un problème de gouvernance en réduisant la fonctionnalité, la légitimité et l'efficacité de ces dernières, surtout lorsqu'elles ne répondent pas, à tort ou à raison, aux aspirations des citoyens.

Sur la question de l'intégration plus ou moins grande des institutions traditionnelles, une vision dite optimiste voit dans les institutions traditionnelles des vertus qui peuvent être mises à profit dans le processus de décentralisation et de développement, notamment leur aptitude à créer des réseaux de solidarité sociale ou à servir de repères institutionnels stables. A l'opposé, une vision dite radico-pessimiste voit les institutions traditionnelles comme un obstacle au changement, un instrument de maintien de la domination d'une classe sociale au détriment de la mobilité sociale, des facteurs de réduction des libertés individuelles et de promotion du mode de gestion patrimoniale. Entre ces deux extrêmes, la littérature (Bako-Arifari, 1996) propose une classification en cinq groupes des politiques gouvernementales envers ces institutions: (i) les stratégies d'exclusion, (ii) les politiques d'intégration systématique, (iii) les politiques d'association, (iv) les politiques d'adaptation et de réorientation, (v) les politiques de l'informel et du laisser-faire.

2. Démarche et outils d'analyse

La méthodologie choisie dans cette étude est celle de l'évaluation d'un indice composite d'attachement relatif aux institutions traditionnelles ou à la coutume. Celle-ci s'opère par application de l'Analyse en composantes principales (ACP) aux données de l'enquête

Afrobaromètre 4. A cet effet, l'échantillon de répondants à l'enquête a été scindé en deux groupes selon leur choix d'option par rapport à l'affirmation "La démocratie est préférable à toute autre forme de Gouvernement". Les répondants favorables sont appelés "démocrates" et les non favorables "non démocrates". Les différences de caractéristiques entre les deux groupes sont d'abord testées par le t-test des différences entre moyennes et le χ^2 -test pour les tableaux croisés.

L'indice d'attachement aux institutions traditionnelles a ensuite été construit en suivant les étapes suivantes.

- choisir dans le questionnaire Afrobaromètre une variable qui traduirait le plus l'attachement aux institutions traditionnelles e.g. la variable composite Q65 (la perception du degré d'influence des chefs coutumiers sur la gouvernance locale) et Q66 (la variation souhaitée de cette influence)
- sélectionner un sous-ensemble de variables, les plus corrélées à cette variable centrale et qui mesureraient les différents aspects de l'attachement relatif d'un individu aux institutions traditionnelles
- mettre le pouvoir explicatif de ce sous-ensemble de variables dans un seul indice composite estimé pour tous les individus à l'aide d'un modèle d'extraction ACP sous SPSS
- construire des quintiles d'attachement du groupe des "non démocrates" et classer les "démocrates", dans ces différents quintiles, selon les valeurs de leur indice d'attachement.

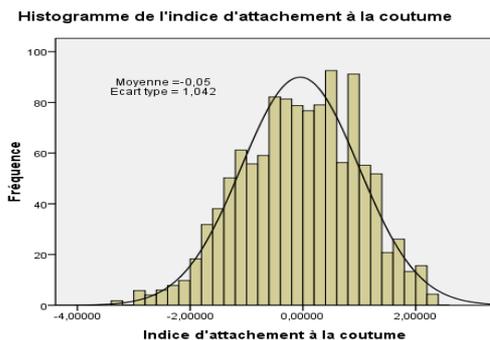
3. Les déterminants de la préférence pour la démocratie.

Par les tests statistiques on trouve

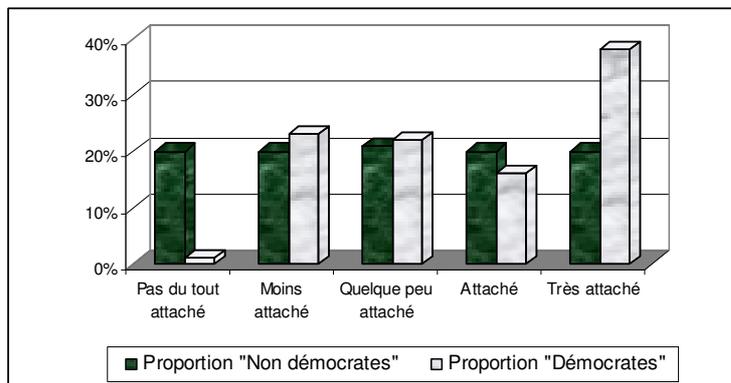
- une plus grande préférence des hommes sur les femmes pour la démocratie probablement à cause l'accès difficile des femmes aux postes électifs
- une différence significative d'âge entre les "démocrates" et les "non démocrates" avec une différence d'âge moyenne de 16 ans pour les premiers
- le milieu de résidence n'a pas de lien avec la préférence pour la démocratie, ni même le niveau de bien-être
- un lien positif du niveau d'éducation avec la préférence pour la démocratie
- en milieu rural, les "démocrates" participent plus à la vie publique contrairement au milieu urbain où il n'y pas de différence entre les deux groupes
- les "démocrates" sont plus enclins à payer les taxes et droits de propriété.

4. L'indice composite d'attachement aux institutions traditionnelles

L'indice d'attachement créé au cours de l'extraction des composantes suit une répartition normale comme le montre l'histogramme.



Une proportion importante des "démocrates" a été classée dans le quintile 5 c'est-à-dire celui des "non démocrates" les plus attachés aux institutions traditionnelles. Par contre une proportion faible (moins de 1%) des "démocrates" a été classée dans le premier quintile, celui des "non démocrates" pas du tout attachés aux institutions traditionnelles.



On constate clairement que les "démocrates" ont une présence plus marquée que les "non démocrates" dans le groupe des très attachés aux institutions traditionnelles. Au contraire, ils sont relativement moins présents par rapport aux "non démocrates" dans le groupe des personnes pas du tout attachées. Entre les deux quintiles extrêmes, la tendance est plus mitigée.

Le test d'indépendance du khi-deux montre que

- les personnes pas du tout attachées ou moins attachées aux institutions traditionnelles sont du milieu urbain et les personnes très attachées ou simplement attachées sont du milieu rural.
- les personnes les plus attachées sont celles qui n'ont pas accès à l'information par les journaux
- le district de Bamako, plus grand centre urbain du pays, est la région la moins attachée aux institutions traditionnelles suivie de Sikasso. Par contre la région de Kidal est la plus attachée aux institutions traditionnelles. Entre ces deux extrêmes le sens du lien n'est pas clairement établi entre les quintiles d'attachement et la région de résidence.

Conclusions

D'après les analyses ACP, la préférence pour la démocratie est plus répandue dans le groupe des "très attachés" que dans celui des "pas du tout attachés". En d'autres termes, contrairement à l'afro pessimisme en matière de démocratie, l'attachement aux institutions traditionnelles n'est pas incompatible avec la préférence pour la démocratie, bien au contraire.

Au Mali, la personne attachée aux institutions traditionnelles est une personne relativement moins jeune, moins instruite, qui n'adhère pas à un groupe religieux, qui a confiance aux leaders traditionnels, qui contacterait difficilement un officiel du gouvernement et qui n'a pas d'aversion pour la démocratie.